l'écœurement

la revue du désoeuvrement actif

n°4 - 10ième lune de l'an 103

Prix libre

libre

Édito

On ne saurait oublier que si l'Urbanisme moderne n'a encore jamais été un art – et d'autant moins un cadre de vie -, il a par contre été toujours inspiré par les directives de la Police ; et qu'après tout Haussmann ne nous a fait ces boulevards que pour commodément amener du canon.

Internationale Lettriste, *Les gratte-ciel par la racine, Potlatch n°5*

La cent-troisième année de notre calendrier écœuré touche à sa fin[1], et nous réalisons soudain, presque avec mélancolie, qu'un an a déjà passé depuis que nous avons publié le précédent numéro de cette revue. De l'eau a par conséquent coulé sous les ponts, comme on dit, et si nous rédigions encore le n°03 dans une média-france à la fois sarkozienne et « violée » par les spermatorrhées strauss-kahniennes, c'est sous le joug idéologique de l'ectoplasme corrézien, la valse à mille temps d'un manuel de *chasse aux roms* et les liquidités du canton suisse cahuzacien que nous avons écrit ce n°04 : tout continue donc toujours décidément de courir dans le même « sens » !

- « Houa l'autre eh ! La crise ! »

Ce numéro, toutefois, s'avère assez différent de ses antécesseurs et pourrait presque, à ce titre, être considéré comme un hors-série ; et ce en particulier parce qu'il est principalement « travaillé » par une unité thématique assez particulière : *l'urbanisme*, autour duquel pour l'essentiel sont venues graviter les questions *technologiques* et *sécuritaires*. Que Jean-Pierre Garnier ait accepté de nous rejoindre à la rédaction n'est sans doute pas pour rien dans cette affaire, et nous profitons de cet édito pour le remercier ici de nous avoir offert son amitié en même temps que ses articles.

- « Houa l'autre eh ! La crise ! »

Hors-série, oui, nous l'avons dit, mais non isolable, non séparable

des précédents numéros, puisqu'il reste patent que la pensée qu'il porte, on l'entendra sans mal, loin d'être en rupture avec ces derniers, continue absolument d'en aiguiser les « concepts », soit en les précisant sur certains points, soit en les élargissant sur d'autres. C'est d'ailleurs pourquoi nous n'avons pas trouvé utile de signaler une quelconque spécificité sur la couverture ; il s'agit bel et bien de *la revue du désœuvrement actif n°04*. Bref,...

- « Houa l'autre eh ! La crise ! »

...quoi qu'il en soit de nos petites affaires, l'Empire, inflexible, poursuit son œuvre de destruction et si nous pouvons nous réjouir du succès partiel de certaines luttes, telle que celle menée à Notre-Dame-Des-Landes, par exemple, les circonstances exigent toujours cependant que nous ne nous dérobions pas partout ailleurs aussi à l'impérieuse nécessité d'en sortir par le haut, plus encore par l'expérience pratique et immédiate de la *commune* que par la seule théorie.

- « Houa l'autre eh ! La cerise ! »

La *commune*, c'est-à-dire cette assemblée d'affinités électives qui entrent en résonance entre elles par la praxis, et avec le reste du monde par l'entendement : *agir localement et penser globalement* ; voilà bien une devise qui demeure essentielle à nos yeux. En tant que champ situationnel du partage et du don, la *commune* procède bien plus d'une frater-sororité affective que d'une quelconque solidarité abstraite[2]. Elle est paysage traversé/traversant, non point environnement, dont elle est d'emblée au moins comme l'eucatastrophe[3]. Sans idéologie, la *commune* est un chant des partisans qui n'a de parti que poétique, une infinie trémulation d'*écœurs* dénuée de tout(-)*isme*, une insurrection et sa fin.

- « Houa l'autre eh ! C'est l' temps des cerises ! »

Il ne s'agit donc jamais pour nous maintenant de contester le monde réel tel qu'il va, mais l'immonde réalité qu'on nous assène jusqu'à l'obscène à grands renforts « d'événements spectaculaires »

préfabriqués. L'obscène, autrement dit la *scène-monde* à l'envers, ne peut guère subsister autrement que protégé par la police ; c'est pourquoi nos villes sont presque entièrement devenues des mégalopoles sous surveillance, la plus manifeste « expression » d'un milieu général qui nous est absolument hostile : l'Empire, dont la *commune*, elle, est le juste renversement.

- « Houa l'autre eh ! C'est la cerise sur le gâteau ! »

Ce n°04 traitera donc beaucoup, nous l'avons vu plus haut, de l'urbanisme en tant qu'idéologie sécuritaire appliquée à « nos » rues, ceci étant dit bien vite et non sans coup férir : - « c'est la frise du gâteux ! », un point c'est tout.

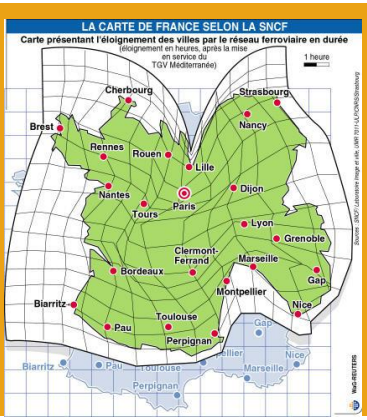
Léolo

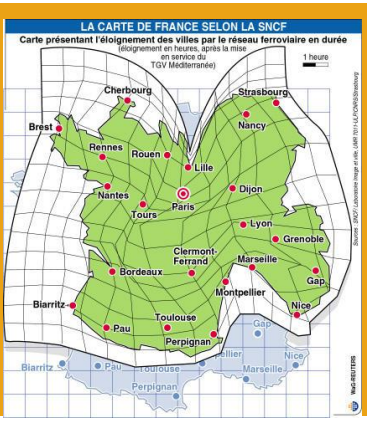
Notes

1 – Rappelons que, dans le *calendrier écœuré*, le premier jour de l'année correspond au 28 juillet du *calendrier grégorien*.

2 – La solidarité a toujours en effet par trop quelque chose du régime législatif, lequel opère d'en haut et par exception, et n'offre par là jamais réellement d'unir quiconque sinon par des arguties théologiques parfaitement frauduleuses et finalement discriminantes. Ceci étant dit sans ignorer pour autant que le mot « solidarité » s'avère aujourd'hui fort souvent employé en tant que synonyme du mot « fraternité ».

3 – Terme imaginé par J.R.R Tolkien pour signifier le retournement positif, inattendu et soudain, d'une situation qui avait d'abord semblé désespérée.





L'architecture entre *le* politique et *la* politique

« Que peut l'architecture, et plus précisément, qu'en est-il du projet architectural et urbanistique comme moyen de transformation du monde ? », se demandent les membres de la profession qui, à la différence de la majorité de leurs confrères, s'interrogent encore sur la portée et les limites sociales de leur métier. À cette question, on peut répondre par une autre question : « De quel monde et de quelle transformation parle-t-on ? ». Du monde capitaliste ? Sans doute, vu qu'il n'en est point d'autre pour le moment. Reste à savoir dans quel sens la nécessité de sa transformation doit être interprétée. Ou bien on se réfère à la formulation fameuse d'un personnage du roman *Le Guépard*, de Giuseppe Tomasi, prince de Lampedusa : *« Il faut que tout change pour que rien ne bouge »*. Ou bien on choisit de s'appuyer sur Karl Marx pour qui « transformer le monde » signifie tout bonnement en finir avec le capitalisme. Une alternative résumée à sa manière par l'ancien Premier Ministre français Jaques Chaban-Delmas, tirant les leçons de Mai 68 pour présenter son projet de « nouvelle société » : *« s'agit-il*, demandait-il, *de changer la société ou de changer de société ? »*.

Remplaçons « société » par « Cité ». Dans le premier cas, cela donnera Shanghai, Dubaï, Barcelone, Bilbao, Montpellier ou certains secteurs urbains parisiens rénovés, et, plus généralement, l'aménagement et l'urbanisme tels qu'ils sont couramment pratiqués, à de rares exceptions près. Dans l'autre cas, il conviendra, pour les professionnels de l'urbain et les architectes en particulier, de renouer avec la démarche « utopienne » prônée par le sociologue-philosophe Henri Lefebvre[1] et l'architecte-urbaniste Anatole Kopp, ou encore maintenant par le géographe britannique « radical » David Harvey[2], c'est-à-dire imaginer et concevoir une ville qui serait *« à la fois le moule et le reflet d'une société socialiste ou communiste à venir »*[3], et se joindre aux luttes politiques visant à la faire advenir ; ce qui suppose que l'on s'entende sur la signification du mot « politique ».

Pour éviter tout malentendu, en effet, une clarification conceptuelle préalable s'impose, où il s'agit non seulement de mettre au point une terminologie, mais bien plus encore de définir sans ambiguïté cette perspective politique : l'émancipation sociale. Pour

ce faire, on peut se référer au philosophe français Jacques Rancière. Pour celui-ci, la question de l'émancipation est au cœur de la question politique, entendue comme mise en crise des partages institués, de la répartition des places et des fonctions dans les sociétés de classes. Des partages et une répartition qui s'inscrivent, comme chacun sait, dans l'espace urbain. Cette mise en crise résulte de l'acte d'interruption et de dérèglement de l'ordre social capitaliste. Et donc de son ordre spatial. Cet acte, c'est l'irruption des « sans parts », de ceux qui ne comptent pas aux yeux des classes dominantes, sauf sur le plan statistique, car il faut bien « gérer » leur présence, et qui ne peuvent donc être parties prenantes et agissantes dans nos sociétés dites démocratiques. Une irruption qui s'effectue là où on ne les attendait pas. C'est-à-dire dans des lieux, à des moments et sous des formes inopinées.

Logique policière versus logique égalitaire

Cette conception de la politique procède d'une présupposition : celle de l'égalité des humains, égalité intellectuelle, au sens non académique. *« L'idée d'une compétence égale de tous »,* comme le réitérait J. Rancière récemment, au sens non technocratique du terme « compétence »[4]. L'*« enjeu fondamental de l'action politique »*, affirme la philosophe Charlotte Nordmann, est bien *« la démonstration de l'égalité intellectuelle.* […] [L]*a politique n'existe que dans la mesure où l'on croit possible d'inscrire l'égalité dans l'ordre social, d'en infléchir ainsi le fonctionnement, sinon de le bouleverser »*[5]. Certains verront dans cette assertion égalitaire initiale un postulat populiste. Non sans raison, si l'on considère que la raison du plus fort doit toujours prévaloir.

Cette conception polémique ne peut évidemment faire l'unanimité. Car, lorsque l'on parle de « politique », c'est d'ordinaire une seconde acception du terme qui prévaut. *Le* politique - au masculin, cette fois-ci -, est alors identifié au pouvoir, au gouvernement, à tout ce qui concerne l'État et ses institutions, sur le plan national mais aussi international et local. Pour Marx, pour Henri Lefebvre, *le* politique c'est l'étatique. J. Rancière, lui, le

désigne par le terme de « police » au sens large du terme. Soit *« le rassemblement des hommes en communauté et leur consentement fondés sur la distribution hiérarchique des places et des fonctions et les systèmes de légitimation de cette distribution »*[6]. Au contraire, par « politique » au féminin, on entend *« le jeu des pratiques guidées par la présupposition de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui et par le souci de la vérifier »*. La politique est donc la pratique de démonstration de l'égalité, qui vient brouiller les classements étatiques et sociaux. Elle est l'intervention de la logique égalitaire dans l'organisation hiérarchique de la société, d'une logique qui vient contredire et perturber la logique policière de la distribution des fonctions, des places et des pouvoirs.

Il va de soi que la conjoncture politico-idéologique où nous nous trouvons englués depuis plusieurs décennies - bientôt trente ans si on la fait démarrer au début des années 80 avec le ralliement de la gauche de gouvernement au « réalisme économique », c'est-à-dire au capitalisme - a rendu temporairement caduque *la* politique au sens défini plus haut, synonyme d'antagonisme, de conflit, de dissensus. Ceux qui s'en félicitent qualifient cette conjoncture de « post-moderne », alors qu'elle est post-politique au sens premier du terme. Inutile de revenir longuement sur la dépolitisation de la vie intellectuelle et le déclin des idéaux progressistes en France du fait, d'une part, du discrédit puis de l'effondrement des régimes se réclamant du socialisme, et, d'autre part, du cours éminemment droitier de l'action menée par une « gauche » officielle et institutionnelle ayant fait sienne *de facto* les valeurs du marché, du profit et de l'entreprise, et celles de la « démocratie libérale » - le capitalo-parlementarisme, dirait le philosophe marxiste Alain Badiou, encore que « capitalo-présidentialisme » serait une expression plus appropriée. Avec pour effet la diffusion, à tous les échelons de l'État, d'une conception et d'une pratique managériales *du* politique. Sous l'appellation de « gouvernance » et sous le signe du PPP (partenariat public-privé), son seul horizon est la reproduction sans fin des rapports de production capitalistes. Il y a, en effet, une différence, comme le souligne Jacques Rancière, entre la gestion des rapports sociaux, dans la ville et ailleurs, où chacun est à sa place, et la politique, qui reconfigure la distribution des places[7].

Sans doute que, dans un tel contexte, les assertions de caractère radical et plus encore insurrectionnel comme celle qui précède ne peuvent-elles être entendues, c'est-à-dire comprises et encore moins admises par ceux qui, même quand ils persistent à se proclamer « de gauche », se sont accommodés de cet interminable statu-quo. Dont les architectes et les urbanistes comme la quasi-totalité de l'ensemble de la classe à laquelle ils appartiennent : la petite bourgeoisie intellectuelle. Classe médiane, intermédiaire et médiatrice, elle est structurellement préposée par la division capitaliste du travail aux tâches de médiation (conception, organisation, contrôle, inculcation idéologique) indispensables au maintien des rapports de domination de la classe dirigeante (privée mais aussi publique), à qui sont réservées les tâches de direction, sur la classe dirigée (ouvrière et employée) à qui échoient les tâches d'exécution. D'où une question : les architectes sont-ils voués, comme tous les autres néo-petits bourgeois, à être les supports et les suppôts de la reproduction des rapports de production, autrement dit de la pérennisation du capitalisme ? Et donc, à ne concevoir la politique qu'au travers du politique, c'est-à-dire de la grille idéologique étatique ?

Comme les autres professionnels qui travaillent sur la ville et travaillent la ville (« décideurs », chercheurs, aménageurs…), les architectes - et cela vaut aussi pour les urbanistes et les paysagistes - ne remettent jamais en cause le monopole de l'intelligibilité du monde urbain par des spécialistes, et donc les dispositifs de dépossession intellectuelle et politique des classes populaires sur lesquels repose ce monopole, limitant voire éliminant ainsi les possibilités concrètes d'émancipation collective. Dans *Le Pouvoir des mots*, la philosophe féministe étasunienne Judith Butler dénonce, après le sociologue Pierre Bourdieu, l'équivalence idéologique établie entre « être autorisé à parler » et « parler avec autorité », autorité fondée sur la naissance, la richesse, l'expertise ou l'onction électorale[8]. Or, cette assimilation de la véracité des énoncés, identifiés au savoir, à leur légitimité sociale, qui procède du pouvoir, doit être mise en question.

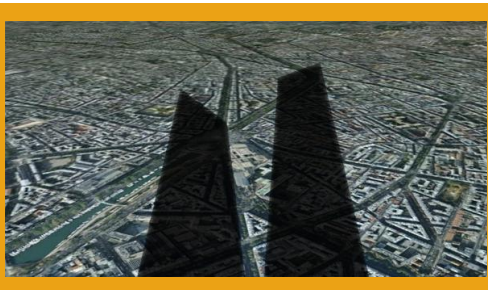
Cette assimilation revient, en effet, à ignorer ou à nier que les dominés sont virtuellement porteurs d'une capacité de pensée

autonome et d'une puissance d'agir, et qu'ils le sont parfois réellement quand la conjoncture socio-historique s'y prête. Et cela vaut dans le champ urbain. D'où l'étonnement mêlé d'agacement des « décideurs », de leurs conseillers et leurs experts, quand des collectifs d'habitants se constituent et se mobilisent contre tel ou tel projet d'aménagement, comme l'aéroport des Landes à la périphérie de Nantes, ou des opérations de « requalification urbaine » menées en centre-ville et en banlieue dans le cadre des politiques de métropolisation visant à réserver les espaces requalifiés au cœur des grandes aires urbaines à des « gens de qualité », comme on disait jadis, avec éviction préalable en périphérie des classes populaires perçues comme indésirables.

Peut-être conviendrait-il, dès lors, quand on se réclame d'une démocratie autre que formelle, de s'efforcer de saisir comment ceux que l'on supposait muets parviennent à faire entendre leur voix, par quels processus cette puissance nouvelle venue d'« en bas » peut se développer. Ce qui supposerait d'abord que l'on consente à écouter ce qu'ils ont à dire, au lieu de chercher à les faire taire ou à neutraliser leurs critiques par le biais des mécanismes de la pseudo-démocratie participative (« débats public », « réunion de concertation », etc...), quand ce n'est pas par le recours pur et simple à des solutions répressives. Peut-être serait-il temps, ainsi, pour les architectes, de renouer avec la philosophie, non pas celle de philosophes de pacotille dont je tairai le nom, mais de penseurs de l'émancipation sociale, tels, outre Rancière, Alain Badiou ou Slavoj Zizek, sans parler de Henri Lefebvre ou de Karl Marx dont on est en train de redécouvrir en France ici et là l'actualité. Peut-être serait-il temps, en fin de compte, pour les architectes de faire une place dans leurs systèmes d'interprétation du vécu urbain contemporain, à l'action collective et éventuellement contestataire des gens ordinaires. Et de ne pas réduire la « demande sociale », souvent évoquée et invoquée, à la commande publique ou privée. Il est vrai qu'on trouvera toujours un architecte pour répliquer, comme Massimiliano Fuksas que *« l'architecture, certes, répond à des commandes, mais elle est destinée à tous, même à ceux qu'on ne connaît pas*[9] *»*.

Une mission impossible

Bien sûr, il ne faut pas attendre un quelconque « grand soir » ou d'improbables « lendemains qui chantent » pour imaginer et élaborer des projets susceptibles d'améliorer l'environnement urbain au profit du plus grand nombre. Ce qui conduirait à ne rien faire et à renoncer à exercer la profession. Ou à l'inverse, comme c'est souvent le cas, à accepter, en attendant des jours meilleurs pour les classes populaires, de mettre en forme des espaces qui ne feront que prolonger voire accentuer l'urbanisation sans urbanité dont elles font les frais, comme cela s'est produit et continue de se produire depuis des décennies.



Sommés de rendre des comptes sur ce qu'ils ont fait de et à l'espace urbain, les architectes concernés pourront, il est vrai, toujours répondre avec le cynisme qui tient lieu en ce cas de franchise, ce qu'avait rétorqué l'architecte Mis van Der Rohe, l'un des papes du Mouvement moderne en architecture, à ceux qui l'accusaient de complaisance avec le nazisme lorsqu'il se trouvait encore en Allemagne : « *Vous n'êtes pas sans savoir que les artistes ont toujours travaillé pour les puissants.* »

De fait, étant donné que la production de l'espace urbain reste plus que jamais soumise aux rapports de production capitalistes, que les logiques sociales qui en régissent l'organisation et le fonctionnement échappent totalement aux professionnels chargés de les traduire et les inscrire sur le terrain, ce n'est qu'à la marge qu'ils peuvent - si l'on peut dire - « limiter les dégâts ». Autrement dit, servir le Prince, tout en essayant vaille que vaille, quand la commande leur en offre la possibilité, de ne pas trop le faire au détriment des sujets ; sans cependant pouvoir, contrairement à une illusion encore trop répandue dans la profession, inverser la tendance en faveur de ces derniers par la seule force des projets architecturaux et urbanistiques.

Sauf à verser dans l'idéologie spatialiste, toujours prégnante

parmi les architectes, il ne faut pas, en effet, surestimer la capacité de l'architecture à influer positivement sur la vie quotidienne des habitants. Certes, on peut mettre entre parenthèses les déterminations de classe de cette vie, comme y incite une certaine sociologie, anthropologie ou philosophie urbaine, qui érigent le citadin en *homo urbanus* sans appartenance sociale autre que celle à la Cité, déconnecté du contexte socio-économique et des rapports de classes dont dépendent son statut d'habitant et sa manière d'habiter, voulue ou imposée. Vision mythique et mystificatrice démentie par la pratique comme par la théorie.

Des architectes, dont je ne suspecte pas la bonne volonté, poursuivent néanmoins le rêve de « changer la ville pour changer la vie ». Mais nous ne sommes plus à l'époque du débat entre les constructivistes soviétiques où la construction du cadre de vie s'inscrivait dans la « reconstruction du mode de vie » dans le cadre d'un changement de société. De nos jours**,** où la fin du capitalisme relève de l'impossible, voire de l'impensable, ce qui pourrait changer réellement la vie de la majorité des citadins dans un sens positif et significatif ne dépend pas des architectes, bien qu'ils pourraient s'y associer par leur engagement politique, tandis que ce qui dépend d'eux ne peux rien changer vraiment dans la vie des citadins.

Limiter les dégâts, était-il dit plus haut : qu'est-ce-à-dire **?** Par exemple atténuer, au lieu de renforcer, le caractère ségrégatif du logement dit « social », car l'inégalité devant l'habitat inhérente à un système social inégalitaire fait qu'il y aura toujours besoin de logements dits sociaux tant que ce système perdurera. Si on a cessé de dessiner à la chaîne des barres et des tours, nombre de maîtres d'œuvre se contentent d'innovations formelles ou techniques qui réussissent mal à dissimuler la médiocrité d'une habitation au rabais réservée aux gens de peu. On pourrait aussi éviter que, sous couvert de « requalification de l'espace public », on en fasse des lieux lisses, aseptisés et sécurisés, très prisés par les touristes et les spéculateurs, mais peu appropriables par la population et encore moins susceptibles d'être détournés de leur fonction assignée pour en faire des lieux politiques d'expression populaire autonome. On peut encore refuser que, sous prétexte de transformer les gares en « lieux

de vie », de les « adapter au monde urbain d'aujourd'hui » et de les faire « entrer dans le XXIe siècle », on les convertisse partiellement en galeries marchandes comme si l'aliénation consumériste n'était pas déjà suffisamment généralisée. Ou essayer de freiner la dégradation du paysage rural ou naturel en ne participant pas au mitage des territoires agricoles. Ou, s'agissant de l'environnement urbain, en concevant un bâti qui tienne compte du contexte socio-spatial au lieu de se complaire en ruptures « provocatrices » - en fait, narcissiques - supposées anticiper sur l'évolution future de la ville contemporaine alors que l'on se montre le plus souvent incapable d'analyser de manière critique son état présent.

À cet égard, les « grands gestes » que l'« on » attend en haut lieu des architectes - un « signal » comme le disait récemment Anne Hidalgo, adjointe à l'urbanisme de Delanoë, à propos du « duo » de tours dont Jean Nouvel compte gratifier les Parisiens dans la ZAC Rive-Gauche - constituent souvent autant de bras d'honneur, si l'on peut dire, aux aspirations et aux désirs des habitants. Car les archistars, brocardés par F. La Cecla, et ceux qui rêvent de suivre leurs traces, préfèrent le plus souvent - ne sont-ils pas rétribués pour cela ? - satisfaire aux desiderata des puissants, soit de quelque PDG de groupes capitalistes, tels Bernard Arnault au Bois de Boulogne, ou François Pineau à Venise, ou d'un Président de la République, au cœur de Paris, ou encore d'un maire, tel feu Georges Frèche qui se voulait à Montpellier le « Laurent Médicis de la fin du XXe siècle », tous soucieux de valoriser l'image de la ville de leur choix et surtout la leur, et de laisser une trace dans l'espace à défaut d'en laisser une dans l'Histoire. Comment ne pas mentionner à ce propos les horreurs monumentales, comme dirait l'écrivain et historien Michel Ragon, que sont à Marseille la tour CGM de Zaha Hadid et le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) de Rudi Ricchioti, deux édifices imposants imposés à la population marseillaise et vomis pareillement par elle, qui feront de leur ville en 2013 la « capitale européenne » non pas « de la culture » mais de l'imposture culturaliste ?

Je ferai appel, en guise de conclusion provisoire, à Roland Castro. Conseiller inaltérable et incontournable des Princes du moment, depuis le premier Président « socialiste » de la Ve

République, après avoir été bien en cour auprès du comte d'Ornano, ministre giscardien de l'Urbanisme et du Logement, avant d'être invité à l'Élysée avec une brochette de starchitectes à la table de Nicolas Sarkozy, il est particulièrement bien placé pour tirer la morale d'une histoire qui en est dépourvue. D'autant qu'il ajoute à son brillant palmarès d'enfant prodigue de la soi-disant « génération perdue » de Mai 68, la construction d'une Bourse du travail à Saint-Denis, à la demande de la CGT et du PCF, organisations qu'il identifiait à la contre-révolution dix ans auparavant. Sans compter l'épisode de Banlieue 89, aussi calamiteux que dispendieux, où il se faisait fort, avec son compère Michel Cantal-Dupart, de rendre *« les villes plus belles à tous, que l'on soit puissant ou misérable »,* alors que la « rigueur » socialiste allait rendre les uns plus puissants et les autres plus misérables. *« L'architecture n'est plus à la droite de quelque chose. Elle est au centre de rien, décrétait Castro. Elle est,* citant le néo-philosophe Jean-Paul Dollé, un rescapé du maoïsme*, une réponse paradoxale à une question non posée »*[10]. Comment, effectivement, l'architecture pourrait-elle se trouver « à la droite de quelque chose » quand, en France comme dans les pays voisins, la gauche officielle et institutionnelle n'est plus qu'un double et la doublure de la droite, requis par une « alternance » politicienne sans alternative politique ? Quant à la question non posée, laissons à Bertolt Brecht le soin de la formuler :

« J'ai appris que des villes ont été construites,
Je n'y suis pas allé.
Cela relève de la statistique, pensai-je,
Non de l'Histoire.
Que sont donc des villes, construites,
Sans la sagesse du peuple ? »[11].

Jean-Pierre Garnier

Notes

1 - Henri Lefebvre, “ L’espace : produit social et valeur d’usage ”, *La nouvelle revue socialiste*, n° 18, 1976.

2 - David Harvey, *Spaces of hope*, Edimburg University Press, 2000. En français, “ L’espace urbain après le capitalisme ” in *Géographie et capital*, Les Prairies ordinaires, *2011*.

3 - Anatole Kopp, Changer la vie, changer la ville, UGE, 10-18, 1975.

4 - Jacques Rancière, entretien, *Biblio Nouvel Obs.*

5 - Charlotte Nordmann, Bourdieu/Rancière. La politique entre sociologie et philosophie, Paris : Éditions Amsterdam, coll. « Amsterdam poches », 2008.

6 - Jacques Rancière, *La mésentente*, Galilée, 1995.

7 - Jacques Rancière, *entretien cité*.

8 - Judith Butler, *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Éditions Amsterdam, 2004.

9 - Masimilano Fuksas, *Chaos sublime*, Arléa, 2010.

10 - *Le Monde*, 27-28 février 1983.

11 – Bertolt Brecht, *Grandeur et décadence de la ville de Mahogany*, L’Arche, 1967.

P.S. : Nous tenons à préciser ceci qu'en tant qu’écœurés nous n'avons guère d'affinités envers messieurs Jacques Rancière et Alain Badiou ; mais il nous faut admettre ici aussi qu'il arrive même à des imbéciles de cette envergure d'être les porteurs d'une ou deux notions « utiles ». Après tout, n'est pas Michel Onfray qui veut !

Nous sommes la race des survivants !

Nous, c'est à dire nous-autres ! Tous, toutes, nous sommes blancs, noirs, gris, jaunes ou rouges ! Plus ou moins jeunes, vieux, nous sommes grands et petits, gros ou maigres, inégaux dans le mental comme dans le physique. Qu'importe l'ADN, qu'importe l'ethnie humaine, qu'importe la nationalité, nous nous croisons et le génome de nos esprits nous fait tous, toutes, chacune, chacun, nous reconnaître et nous unir ... en cela nous-autres nous engendrons nous-mêmes. Depuis le souvenir des temps humains, depuis la multitude des migrations, nous-autres sommes la gestation d'une race supérieure en continu.

Nous haïssons chefs, tribuns, juges, prêcheurs du divin, décideurs politiques, accapareurs, oppresseurs ... toutes sortes de dominants. Leur éreintant travail consiste à dessécher l'humain esprit supérieur, à le soumettre à la stupide et dangereuse hiérarchie, à le torturer par le travail qui est absence de valeurs dans la vie, gabegie des existences. Nous-autres seuls sommes corrompus par la saveur du beau, l'heureux génie d'un paysage, le doux lai du vivant, loin bien loin de l'épuration engendrée par les vicissitudes de la robotisation technologique d'aliénation marchande militarisée. Notre âme supérieure est notre folie d'insoumission à la dure loi imbécile de l'argent. Notre intelligence supérieure outrepasse la normalité de la cybernétisation : stade actuel des sociétés de gestion et d'acceptation. Notre morale supérieure est chargée d'imagination sublime, à en faire pâlir la crise suicidaire des nations moribondes. Notre race supérieure s'érige à la poésie de la vie.

Nous-autres méprisons les vices de la soumission et organisons révoltes de libérations. Nous-autres seuls abolissons argent, État, autoritarisme, partis, prisons et autres institutions. Nous conchions élections et blablateurs vendeurs d'illusions, marchandes, spirituelles, bien-pensantes ou politiques. Nous-autres ne sommes pas avant-garde mais graines révolutionnaires de vie supérieure qui se dissémine parmi le terreau de nous qui ne sommes pas encore

nous-autres. Notre ennemi est capital, et capital sous toutes ses formes, sans concession notre fureur prononce sa peine. Nos maîtres mots sont abstention, combat, poésie et autonomie d'organisation. Tout ceci est la race supérieure de nous-autres, et au delà.

Nul autre que nous-autres n'a tant survécu aux incessants essais de génocide ; on ne saurait nous tuer. Nous avons tant survécu aux fureurs divines que nul être supérieur n'est supérieur à nous-autres, en particulier à chacun, chacune d'entre nous-autres. On n'est rien, nous sommes tout. Nous-autres sommes si grands que notre modestie est une nature vivante aux dix-milles coloris.

Mortifères ces instincts inhumains : croissance, domination, profit, prosternation ..., nous-autres le savons. Partout tonne la guerre des nations, des confessions, des multinationales, pour le vol des concessions et autres marchés ou possessions. L'humanité et son pâturage, la nature, sont gravement en danger d'extinction. La joie, l'amour, l'amitié aussi. Souffrances, carences, errances, ressentiments, enfermements, notre guerre à nous-autres est une libération. En notre cœur à nous-autres il n'y a nulle insécurité martelée par la télé, il n'y a nulle peur non plus. Il n'y a qu'amours désirs luttes et volontés fondés en nous-autres. Inégaux que nous sommes, notre honneur est dans l'égalité d'association économique et sociale, dans notre liberté qui se conjugue à l'infini avec celle d'autrui, dans notre « solidarité » envers celles et ceux d'entre nous-autres qui sont en situation difficile. Nul besoin de l'écrire sur les frontons, nous les pratiquons car nous-autres seuls sommes la race supérieure.

Nous-autres seuls survivrons car nos différences sont un hymne à la diversité, valeur supérieure de l'universalité. Notre dispersion n'est pas une division mais une multiplication exponentielle des puissances dans la liberté. Nous échappons à la normalité, nous désorientons la traçabilité. Notre instinct grégaire ne suit nul berger ni ne craint nul pitoyable chien soumis, aboyeur, décérébré et mordant. Nul autre que nous-autres seuls ne trace notre chemin. Notre route se fait pas après pas en marchant, et tous ces chemins relatent notre histoire. Histoire multiple et multiforme de nous-

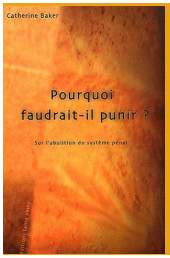
autres ; notre geste est héroïque. Notre forme, corps sublime et mystérieux, est un dragon aux dix mille têtes. Qu'on en coupe une, voici que dix autres repoussent crachant un violent feu acide qui brise les monopoles de la violence. Nos partages, nos politiques, nos associations sont contrats « synallagmatiques » entre nous-autres et nous-autres seuls. Ce sont des communautés d'abondance, de jouissance, où le travail est terrassé par l'ouvrage artisanal, l'œuvre ou l'oisiveté - ce morceau de choix pour chacun-chacune d'entre nous-autres qui sommes tous, toutes, reines et rois. Aucune loi séparée ne saurait gâcher cela, nous n'admettons que les règles du jeu propres à nous-autres ; nous-autres sommes la race supérieure en érection, de n'importe quelle couleur de n'importe quel pays : nous-autres sommes partout !

Lorsque la planète sera prête à expirer, lorsque le ciel nous tombera sur la tête, lorsque la terre volera en poussière, lorsque vents et océans formeront un tourbillon funeste, nous mourrons. Mais pas avant. Jusque-là, nous porterons nos peines comme humains de haute dignité, nous mènerons nos combats comme guerriers de haut vol et jouirons à fond, comme des poètes qui enrichissent la vie. Les-*On* foncent vers l'extinction, mais pas *nous-autres*. Nous-autres sommes la race supérieure, nous-autres seuls vivons et vivrons !, car d'ores et déjà nous-autres seuls avons survécu à la catastrophe.

L'un-nous d'entre nous-autres.

Ebauche d'un Totem pour la ZAD (Zone A Défendre), Notre-Dame-Des-Landes, Loire-Atlantique

Compte rendu de la soirée sur la « punition »
en présence de Catherine Baker



Le 15 mars 2013 à la Gueule Noire à Saint-Etienne, à l'initiative du collectif Manuela Rodriguez, une soirée a été organisée autour du thème de la *punition*. Catherine Baker y était invitée à intervenir, en tant qu'auteure – entre autres – du livre *Pourquoi faudrait-il punir ?* A sa demande, la soirée s'est organisée en deux phases principales :

1- La mise en place de plusieurs groupes de discussion ayant pour objet d'imaginer, d'envisager, de réfléchir aux réactions que chacun serait susceptible d'avoir s'il apprenait que l'être le plus cher à ses yeux était assassiné : Un membre du collectif M.R. serait chargé de prendre des notes au sein de chaque groupe, afin de pouvoir offrir par la suite un résumé des multiples réactions et réflexions proposées par les participants. Catherine Baker participerait à cette première phase en allant de groupe en groupe afin de les entendre et de les relancer si nécessaire dans leur discussion. [*Il est peut-être important de préciser ici combien la difficulté de cette première interrogation, son côté presque aporétique, visait essentiellement à éviter de la retrouver comme cet ultime obstacle qui vient trop souvent paralyser à la fin tout questionnement sur la punition et ce qui lui est consubstantiel dans une « société » : la prison, la justice pénale, l'expulsion, la camisole, la surveillance, etc*.]

2 – Le rassemblement de tous les participants en un seul cercle de discussion visant à débattre tous ensemble et plus largement sur la *punition* : Après que les « porte-parole » auraient rendu compte à tous des observations apportées lors de la première phase par chacun des groupes resserrés, Catherine Baker prendrait à son tour la parole pendant quelques minutes en vue d'exposer ses propres « conclusions et questionnements », et d'élargir le débat.

Il semble que cette formule souhaitée par Catherine Baker ait beaucoup plu.

Synthèse de la première phase :

I

Suivrons ici, sans les hiérarchiser[1], les principales réflexions suscitées par la question : « comment réagiriez-vous si vous appreniez que l'être qui vous est le plus cher vient d'être assassiné ? »

Inimaginable : la question apparaît si douloureuse en soi qu'elle rend « l'événement » lui-même inimaginable, et par là empêche toute possibilité de s'y projeter pour envisager quelle réaction nous pourrions avoir. Le fait qu'il y ait un responsable de cette mort, un coupable, un assassin, ajoute encore à la difficulté, en augmentant la douleur déjà consubstantielle au seul fait d'imaginer la simple mort naturelle d'un proche.

Certains considèrent aussi qu'une telle question ne peut trouver de réponse qu'après que la situation qu'elle évoque aura été réellement vécue. Le blocage, dans ce cas, ne vient pas de la douleur provoquée par la question, mais pour ainsi dire de son absence.

Vengeance : la colère devant l'événement va facilement jusqu'à la haine du coupable, et provoque un fort désir de vengeance personnelle (aller soi-même tuer le coupable du crime, ou pour le moins le faire souffrir). Le désir de vengeance apparaît souvent comme durable, et seuls des esprits suffisamment sensés auraient la capacité de s'en défaire assez tôt. Dans la plupart des cas, cependant, le passage à l'acte n'est pas envisagé, pas plus que le retour à la peine de mort dans le cadre du droit et de la justice officielle.

Sidération : une plus ou moins grande absence de réaction vis-à-vis du criminel peut naître de l'anéantissement où nous laisse la mort de l'être aimé, une forme d'inertie qui pourrait aller jusqu'à nous faire ignorer son existence. Le décès du proche seul, ici, nous atteint, et nous atteint à ce point que la sidération où il nous plonge efface la réalité de l'acte par lequel il a succombé. Autrement dit peut-être, la grandeur de l'intérêt porté à la victime est telle qu'elle procure le plus profond désintérêt pour le coupable.

Illégitimité : porter plainte, témoigner, bref s'en remettre à la justice officielle, s'avère être une réaction possible, mais presque jamais première. C'est le fait de ne pas nous sentir légitime à juger, en tant que « victime », qui incite à s'en remettre aux tribunaux. La « société » doit donc se charger de réparer le tort que nous avons subi, mais comment ?, par quelle sanction ?, quelle punition ?, quelle dédommagement ? La légitimité de la justice elle-même est souvent remise en cause, tant pour certains elle semble à jamais incapable d'offrir une réparation suffisamment forte. Non au sens où les sanctions qu'elle prononce seraient trop faibles[2], mais en ceci qu'aucunes d'entre elles ne peut nous ramener le défunt. Défunt dont nulle peine de prison - ou autres - pour son meurtrier ne saurait nous consoler.

Suicide : sombrer dans l'alcool, la drogue, se perdre jusqu'à la folie, est une réaction très à chaud qui peut aller jusqu'au suicide, ou du moins l'idée du suicide. [Notons toutefois qu'un seul groupe a évoqué cette possibilité].

Culpabilité : l'événement, sa douloureuse dureté, peut faire que nous nous sentions nous-mêmes coupables, en particulier de n'avoir pas su protéger la victime, de n'avoir pas été là, tant au moment du crime que dans l'histoire qui en a précédé l'avènement. « Méditer » sur notre passé commun avec feu l'être aimé, presque avec nostalgie, et reconsidérer ce passé pour y déceler à quel moment nous avons failli : quelle bifurcation avons-nous négligée sur le chemin qui eût pu lui épargner l'ultime mauvaise rencontre ? [Là encore, un seul groupe a porté une telle disposition].

Solitude : un sentiment d'isolement naît de la situation, qui nous pousse à chercher des personnes avec lesquelles partager la souffrance, mais le moins possible au sein du proche entourage. Il s'agira bien plutôt de se tourner vers des associations, ou d'autres types de structures, dont le rôle, de près ou de loin, consiste à accueillir et accompagner les « victimes ».

Comprendre : essayer de donner du sens à l'acte « criminel », voire peut-être à la mort même du proche, s'avère être une réaction

fréquente, mais qui semble la plupart du temps ne devoir venir que longtemps après coup, plus à froid. Nous voudrions comprendre les causes « sociologiques » qui ont pu encourager le comportement meurtrier du criminel, pourquoi pas en le rencontrant (en présence d'un médiateur ou non), comme nous voudrions connaître les derniers instants de l'être aimé. La possibilité de parvenir à une pleine compréhension de « l'événement » reste néanmoins peu sûre, et ne garantit pas, le cas échéant, que nous nous trouvions capables de répondre plus adéquatement aux diverses questions et souffrances dans lesquelles il ne peut guère manquer de nous laisser.

II

Dans la première partie, nous avons essayé de rendre compte de ce que les groupes resserrés ont su exprimer lors de la première phase de la soirée, mais en nous contentant de synthétiser tout ce qui s'en est tenu à répondre exclusivement à la question posée par Catherine Baker. Or, deux des groupes s'étant assez vite largement affranchis des limites imposées par la question susdite[3], il nous reste à résumer ici les réflexions diverses qu'ils ont manifestées durant leur discussion, là encore sans les hiérarchiser.

Victimisation : le responsable d'un délit peut-il être considéré comme une victime ? (de la société, du capitalisme, de l'oppression, de la famille, d'un manque d'éducation, de la prison elle-même, etc.) Qu'en est-il de la victime d'un acte délictueux qui n'a ni famille ni proche ?, existe-t-il des structures capables de prendre sa souffrance en compte ? Et plus généralement, existe-t-il la moindre possibilité de réparer la souffrance.

Légitimité : la violence connaît-elle des cas où nous pouvons l'estimer légitime ?, et qui décide, au fond, de cette légitimité ? Autrement dit, par exemple, pourquoi la police et l'armée auraient-elles le droit d'exercer certaines brutalités physiques sur les « citoyens » et les peuples, quand ces derniers peuvent se voir condamnés pour le moindre propos injurieux ? Nous ne visons plus nécessairement ici à défendre la non-violence à tout prix, mais bien

plutôt à admettre la violence tout en interrogeant « l'espace » de sa légalité (l'État), et celui de sa légitimité. Les raisons qui ont pu amener à tuer peuvent-elles légitimer un meurtre ?, aussi sûrement que la faim peut légitimer un vol de nourriture.

Politique : l'origine d'un crime est-elle « sociologique » ? Autrement dit les délits résultent-ils du mode de vie imposé par le capitalisme et les politiques qu'il impose : marchandisation, consommation, misère, vitesse, etc.

Culture : la culture semble avoir quelque importance dans les réactions que nous avons face au crime et à la violence. La vengeance, par exemple, s'exerce peu en France car elle ne fait plus partie de sa culture (« *j'ai confiance dans la justice de mon pays* »), mais la vendetta continue parfois de se pratiquer en Corse et ailleurs. Le passage à l'acte délictueux, quelque il soit, pourrait donc bien avoir quelque chose de profondément culturel ; ce qui pose la question de l'innée et de l'acquis dans le rapport que nous avons à la violence. Cette dernière est-elle propre à l'humanité ?, et dans ce cas est-ce la culture (l'éducation) qui nous en éloigne ? Ou au contraire, si elle ne nous est pas naturelle, la violence nous est-elle « donnée » par la culture ? Par ailleurs, la même question se pose quant à la réponse exercée face à la violence et au crime : toutes les cultures punissent-elles ?

Impunité : devons-nous désigner le responsable d'un crime ?, sachant qu'il peut se retrouver livré à une vindicte populaire qui peut aller jusqu'au lynchage. L'impunité n'est-elle pas préférable ? N'est-ce pas la victime qui se voit punie une seconde fois (au moins moralement) si un criminel est impuni ?

Utopie : l'abolition des prisons tient-elle de l'utopie ? Connaissons-nous d'autres solutions ? Les hôpitaux psychiatriques, le bracelet électronique, le bannissement pourquoi pas, sont-ils des réponses plus justes ou seulement d'autres formes de punitions tout aussi contraignantes et inefficaces ?

Enfance : sommes-nous conditionnés dès notre plus jeune age

pour admettre la légitimité et les vertus de la *punition* ? Et si tel est le cas, faut-il cesser de punir les enfants ? De fait, cette question apparaît essentielle, car elle touche à la source de la problématique répressive et punitive. Elle se joint directement à la question culturelle et éducative ci-dessus, voire politique.

Vérité : un procès vise-t-il à déterminer la vérité ?, ou uniquement à exercer son droit à punir ledit « délinquant » jugé ? Autrement dit, le jugement d'un tribunal pénal appartient-il à l'ordre du vrai ?, ou au seul ordre de la loi ? [*En poussant un peu plus loin, nous pourrions nous demander si le vrai et la loi entretiennent quelque rapport, s'ils sont ou non étroitement liés ?*]

Suite à ces comptes-rendus oraux effectués par chacun des groupes resserrés et résumés ci-dessus, la soirée s'est donc poursuivie par une intervention de Catherine Baker ouvrant sur un débat plus large autour du thème de la *punition*.

Synthèse de la seconde phase :

Il est plus difficile de résumer l'intervention de Catherine Baker et le débat qui l'a plus ou moins accompagné[4], car le fil d'une pensée relativement complexe et déroulée sur le moment, dans sa logique situationnelle, reste difficile à retranscrire après coup. La synthèse qui suit tiendra donc plus d'un bref listing des principaux concepts, idées et faits, exprimés par notre auteure et quelques participants, que du compte-rendu cohérent et exhaustif. Aussi sera-t-il préférable, si nous voulons bien saisir le fil de cette pensée, de lire les ouvrages de Catherine Baker.

° Il est important de noter qu'une « victime » ne pense pas nécessairement en priorité au coupable et au sort qu'il s'agirait de lui réserver. Il arrive fréquemment, par exemple, qu'elle se préoccupe d'abord – pour ne pas dire uniquement – de sa famille et des autres proches qu'il s'agit de soutenir dans l'épreuve. Ce qui suffit à montrer combien la vengeance n'est pas forcément dans la nature humaine. Quoi qu'il en soit, nous réagissons différemment, en tant que

« victimes », suivant la culture dont nous avons héritée, l'éducation qui nous a été donnée, et la situation (sociale, entre autres) dans laquelle nous sommes.

° Un exemple intéressant, parce qu'il offre de bien voir dans quelle (mauvaise) direction s'est engagée notre civilisation, est celui de la Hollande. En effet, dans ce pays, la peine de prison maximale était de huit ans en 1973, quand elle est aujourd'hui identique à celle qui sévit en France comme un peu partout ailleurs : vingt à trente ans donc, voire perpétuité. Or, ces fameux huit ans n'étaient pas le fait du hasard, mais celui d'une commission médicale qui avait évalué qu'après une telle durée d'enfermement la folie ne peut que gagner le prisonnier.

° La loi connaît trois formes distincts de manifestation :

1 – **la loi sacrée**, qui différencie le *bien* du *mal* et en trace les frontières. Elle condamne le mal et le punit par le « mal ». Ex : l'inquisition chrétienne.

2 – **la loi relative**, qui vise à préserver la « société » de tout ce qui serait susceptible d'agir contre elle, et qui par là même se moque de savoir ce qui est *juste* ou *injuste*. Ex : l'État français.

3 – **la loi humaniste**, qui distingue le bien du mal, mais qui au contraire de la loi sacrée pense à punir le mal par le « bien ». De fait, elle considère que celui qui fait le mal en souffre, et qu'il s'agit donc de le sauver ou de le soigner. Ex : l'URSS pseudo-communiste et ses camps de rééducation.

° Nous connaissons d'ores et déjà plusieurs solutions qui pourraient en venir à remplacer la prison : amende, castration chimique, bracelet électronique, etc. Beaucoup risque d'apparaître encore dans les années qui viennent, mais elles ne seront pleinement utilisées que si elles finissent par s'avérer plus bénéfiques que la prison pour l'État et le privé, en particulier financièrement. Quant au bénéfice pour les personnes condamnées, il ne manquera pas de se révéler faible, sinon inexistant : punir consiste toujours à infliger une

peine, un châtiment, une souffrance. (cf. latin *Punio*)

° Depuis à présent de nombreuses années, l'opposition Victime/Coupable ne cesse de grandir, dans les tribunaux bien sûr, mais avant tout culturellement, médiatiquement. Ainsi, chacun doit être assujetti au rôle que la société lui assigne : la victime se doit de jouer à la victime ; elle se doit donc de souffrir ou du moins de « simuler » la souffrance / le coupable se doit de jouer au coupable ; il se doit donc d'exprimer des regrets ou du moins de « simuler » des regrets.

° Il est à remarquer que nous ne pouvons jamais punir un supérieur hiérarchique. La punition, en effet, s'exerce toujours du haut vers le bas. Lorsqu'il arrive qu'un supérieur soit puni, ce n'est bien notoirement qu'une apparence : pour en arriver à un tel résultat, ce supérieur aura du préalablement chuter.

° Plusieurs démarches et pratiques ont été proposées au cours de notre Histoire, en particulier dans les années 1970, pour sortir du système punitif :

1 – **la décriminalisation**, qui consiste à ne plus faire tomber sous le coup de la loi un certain nombre d'actes aujourd'hui considérés comme des délits. Ex : si la consommation et la vente de cannabis étaient légalisées, les fumeurs et vendeurs de cette drogue n'auraient plus à subir les diverses punitions que la société leur impose aujourd'hui.

2 – **passer par le droit civil plutôt que par le droit pénal**, c'est-à-dire par un droit qui, plutôt que d'opérer par la punition, agit par la médiation et se contente de faire respecter quelques règles établies. Ce droit fonctionne parfaitement dans de nombreux cas. Ex : lorsqu'un voisin, d'une façon ou d'une autre, empiète sur ma propriété, un médiateur intervient qui m'aide à faire respecter mon « droit » lors d'une négociation. Nulle punition dès lors ne s'exerce contre le voisin, seulement l'obligation pour lui d'en revenir à la situation précédente.

3 – **la justice rétributive**, qui vise là encore à négocier avec l'auteur de l'acte délictueux, en présence d'un médiateur ou non, afin d'obtenir une réparation de sa part, réparation financière ou autre et décidée d'un commun accord. Ex : pour s'emparer de mon portefeuille, une personne m'a cogné au visage et cassé le nez. Dès lors il s'agira pour nous deux de mesurer à combien nous estimons le tort qui m'a été fait, et de s'en arrêter là.

Il ne s'agit là que de quelques exemples ; d'autres pistes sont probablement envisageables, telle que celle mise en œuvre par Nelson Mandela et Desmond Tutu afin de « réconcilier » les africains du sud après des années d'apartheid. Il s'agissait, dans ce cas précis, d'inviter les bourreaux à s'expliquer devant leurs victimes, et d'offrir ensuite l'impunité à ceux qui auront accepté de le faire. Bien entendu, les bourreaux étaient sommés de répondre à toutes les questions posées par les victimes. La méthode a relativement bien fonctionné, malgré l'extrême gravité des actes dont il pouvait être question[5].

Manuela Rodriguez

Notes

1 – Hiérarchiser s'avère en effet très difficile, car si pour l'essentiel tous les groupes ont rencontré les mêmes réactions à la question posée, il n'en reste pas moins remarquable que ces dernières n'y sont pas nées suivant un ordre identique.

2 – Même si parfois les courtes peines seules ont été considérées comme des sanctions qui ne rendraient pas justice.

3 – Un groupe en particulier, lequel était près du bar.

4 – Dans l'ensemble, il aura surtout s'agit d'une assez conséquente intervention de l'auteure, entrecoupée de quelques rares questions.

5 – Notons toutefois que cet exemple a été fort contesté par quelques participants au débat.

LA TORTURE N'ATTEND PAS LE NOMBRE

DES ENTRAVES

Le nouvel ordre local

La domination policière / Une violence industrielle
Mathieu Rigouste, éd. La Fabrique, 2012

Rengainez, on arrive / Chronique des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires ou policières, la hagra policière et judiciaire, des années 1970 à aujourd'hui

Mogniss H. Abdallah, éd. Libertalia, 2012

Au lendemain de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement des régimes indûment baptisés communistes, le directoire informel mais efficient des gouvernements qui garantissent les intérêts d'un capitalisme désormais transnational, idéologiquement et médiatiquement baptisé « communauté internationale »», s'est empressé d'annoncer l'avènement d'un « nouvel ordre mondial ». On a peu parlé, en revanche, bien que ce qu'il recouvre ait déjà donné lieu à une littérature pléthorique, savante ou profane, notamment en France, du nouvel ordre local que les autorités s'évertuent à instaurer pour enrayer « sur le terrain » les désordres sociaux engendrés par cet ordre lointain. À commencer par les soi-disant « violences urbaines » commises par une jeunesse que la « flexibilisation » de l'économie voue à la précarisation, à la paupérisation et à la marginalisation.

À défaut de mettre fin à la « misère du monde », il ne reste plus aux pouvoirs en place qu'à tenir en respect les nouveaux misérables qui ne s'en accommodent pas, grâce au renforcement constant des dispositifs de contrôle social. Lequel combine, comme chacun sait, la prévention, version « soft » de la pacification du champ de bataille urbain, et la répression, sa version « hard », encore que la dissuasion, mixte intermédiaire de l'une et de l'autre, tende à effacer la frontière censée les séparer.

C'est au second volet du maintien de l'ordre, donc à l'usage

soi-disant légitime de la violence étatique pour le garantir, que sont consacrés deux ouvrages qui offrent la particularité et aussi l'intérêt d'être rédigés, non par des chercheurs spécialisés dans le décryptage en surplomb des relations conflictuelles entre l'État et les « cités », mais par des acteurs engagés qui y sont impliqués « du mauvais côté ». Le premier, le sociologue Mathieu Rigouste, qui se revendique comme « enquêteur », plutôt que chercheur, en même temps que militant, s'est donné pour tâche d'approfondir et d'élargir une réflexion entamée dans un ouvrage précédent, issu d'une thèse[1], sur les politiques mises œuvre pour venir à bout du « nouvel ennemi intérieur » défini à partir de critères socio-ethniques en lui appliquant un traitement, non pas « social », mais carrément policier. Le second auteur, Mogniss H. Abdallah, journaliste et réalisateur, militant lui aussi, braque le projecteur sur les « crimes racistes ou sécuritaires » qui résultent de ces politiques, et les luttes menées par les proches des victimes et les militants issus des « cités » en réaction contre l'impunité dont bénéficient ces crimes, sans esquiver pour autant les contradictions et les limites qui les ont marquées.

Il ne manquera sans doute pas de bons esprits pour qualifier de partiale la vision du monde urbain contemporain qui se dégage de ces deux livres. En oubliant ou en feignant d'oublier que l'impartialité qu'ils revendiquent ou réclament n'est que la manière la plus classique, et la plus dérisoire aussi, de nier que toute appréhension d'une réalité sociale, fût-elle placée sous le signe auguste de la scientificité, renvoie à un parti déjà pris. « Personne n'écrit de nulle part, rappelle M. Rigouste au début de son ouvrage. Une enquête est déterminée par la position de l'enquêteur dans la société, par la perspective depuis laquelle il regarde et s'exprime. Lorsqu'il se présente comme « neutre » ou « extérieur » au monde qu'il étudie, il masque cette situation, les privilèges qu'il retire de l'ordre existant, les connivences qu'il peut entretenir avec lui et l'intérêt qu'il peut avoir à ne pas vouloir le changer ». Autant dire que ces ouvrages battent en brèche, comme le signale M. H. Abdallah, « l'idée d'une supériorité de l'expertise savante qui d'ordinaire a plus facilement droit de cité » - du moins dans la « cité scientifique » à défaut des « cités sensibles » -, que les récits et les commentaires des gens directement concernés, « quand bien même cette expertise réinterprète la parole de ces derniers à l'aune des catégorisations

institutionnelles ».

La vérité des faits relatés par Mathieu Rigouste, tirés d'une ample documentation incluant des discours et récits policiers (presse professionnelle, autobiographies, entretiens, blogs), et la rigueur de l'argumentation théorique qu'il déploie pour en dégager la signification politique ne laissent planer aucun doute : la « politique de la ville » dont tant de chercheurs vassalisés se sont employés à masquer la finalité réelle et la logique de classe montre aujourd'hui son vrai visage : c'est bien d'une police de la ville qu'il s'agit. À ceux qui en douteraient encore, l'ouvrage de M. Rigouste fournit de quoi dissiper leur scepticisme : quadrillage et bouclage de quartiers entiers, rafles indiscriminées mais discriminatoires de supposés fauteurs de troubles au pied des immeubles, perquisitions brutales dans les appartements, instauration de couvre-feu, application des techniques de commando pour « sécuriser » telle ou telle zone, utilisation d'hélicoptères et de drones, création de « forces spéciales » sur le modèle contre-insurrectionnel, restructuration de la police politique (Direction centrale du renseignement intérieur) pour « surveiller, traquer, soumettre les politisations autonomes et les formes de résistance, d'autodéfense et de contre-attaque »…

Pour marquer la spécificité et dévoiler la rationalité des innovations dans le domaine du maintien de l'ordre, M. Rigouste propose des concepts nouveaux qui permettent de mieux saisir la nature de cette forme particulière de domination qui a émergé en France et, plus largement, dans les métropoles impérialistes au cours de la fin du XXe siècle. Ainsi celui de « socio-apartheid » défini comme « un système de "mise à l'écart" et de séparation socio-raciste, non pas supporté par une structure juridico-administrative explicitement raciste et des périmètres immobiles », selon le modèle sud-africain de jadis ou israélien en Palestine, « mais par un ensemble de discriminations sociales, politiques et économiques ainsi que par des frontières symboliques et fluctuantes mises en œuvre par l'action combinée de la police et de la justice, des médias et des institutions publiques ». Un autre concept, celui d'« enclave endocoloniale », correspond à ce que les bureaucraties policières et aménageuses relayées par des chercheurs inféodés ont baptisé « zones urbaines sensibles », soit un espace où sont

cantonnés et contenus ceux que M. Rigouste appelle les « damnés de l'intérieur », en référence au livre de Franz Fanon, encore que L'Internationale pourrait être également convoquée, les « damnés de la terre » se confondant presque, dans un monde en voie d'urbanisation totale, avec les « damnés de la ville ». Dérivé du concept « post-colonial » qui renvoie aux « héritages », « reproductions », « transformations » et « innovations du pouvoir colonial dans le temps », c'est-à-dire après la décolonisation, l'« endocolonial » concerne quant à lui l'espace. Ce concept « interroge les importations, les correspondances, les restructurations, les traductions et les hybridations du pouvoir colonial » dans la gestion territorialisée, non seulement des « populations issues de l'immigration », mais aussi, de plus en plus, des « couches inférieures du prolétariat dans son ensemble ». D'où un croisement entre les répertoires de la « pacification » colonialiste et les « répertoires historiques de la domination des misérables, des indésirables et des insoumis ».

Le couplage de la « reconquête » de ces zones souvent dénommées « de non droit » avec leur « requalification urbaine » ultérieure confirme, aux yeux de M. Rigouste, la permanence du lien entre urbanisme, maintien de l'ordre et ségrégation. « Engager la destruction et/ou la restructuration d'une cité lorsque celle-ci a été médiatisée comme « émeutière » permet de repousser les plus pauvres en général et les damnés intérieurs en particulier dans des périphéries plus lointaines, de générer des marchés de la « rénovation urbaine » et l'embourgeoisement des territoires conquis ». Tandis que « l'objectif affiché de "mixité sociale" fournit l'appareillage idéologique pour sélectionner et répartir les populations sur des critères socio-ethniques, favorisant, en particulier, l'installation de classes privilégiées blanches et/ou néo petites-bourgeoises », on s'efforce sous couvert de « grands projets urbain », de « créer de nouveaux espaces répondant aux exigences de l'organisation des métropoles mondiales » et de laisser en même temps le champ libre à la spéculation immobilière.

La dimension mercantile de l'extension et du perfectionnement des dispositifs militaro-policiers n'a pas échappé non plus à l'auteur. Il consacre un chapitre entier au « marché de la

coercition », soit à la « logique économique sous-jacente dans la transformation des pratiques policières » qui combinent l'emploi d'un arsenal sans cesse perfectionné soi-disant « sub-létal » et ce fameux « savoir-faire » en matière de « contrôle des foules » vanté par une ministre de l'Intérieur à un dictateur maghrébin confronté à la colère populaire. À l'instar de ses homologues des autres pays, le « capitalisme sécuritaire » à la française « se déploie en particulier là où des États impérialistes ont circonscrit, à l'intérieur de leurs territoires, des lieux et des milieux où ils peuvent déployer, tester et promouvoir ces marchandises. » Autant de bancs d'essai et de vitrines pour vendre des matériels et des techniques sur le marché en plein essor de la sécurité nationale à travers le monde. Un marché qui inclut bien entendu une industrie complémentaire en termes de répression et de profits : l'industrie carcérale. Les différentes réformes du code pénal qui se sont succédées depuis la disparition de la guillotine en 1981 ont eu pour but et pour effet, signale M. Rigouste, de multiplier les actes considérés comme délictueux, d'allonger les peines, de supprimer leurs aménagements, « établissant des peines à vie, véritables substituts à la peine de mort ». Résultat : les prisons sont bondées, ce qui justifie l'appel au secteur privé pour leur construction et leur gestion, où l'on retrouve comme par hasard, entre autres, les mêmes acteurs du BTP que dans les opérations de « rénovation urbaine » : Bouigues, Vinci, Effage…

Mathieu Rigouste synthétise son propos en soulignant l'intersection et l'interaction de trois « processus historiques » à l'œuvre dans la restructuration en cours de la domination policière : le renforcement du socio-apartheid pour accompagner l'extension de la ville néo-libérale et sécuritaire ; la transposition de formes de la tension policière contre tout ce qui menace l'ordre politique, social et économique ; la collaboration des industries de la coercition, de la rénovation et de la gestion carcérale et pénitentiaire. La « férocité policière » n'est donc pas à interpréter de manière psychologisante comme « des accès de fureur spontanée », ni de façon rassurante comme « la dérive résiduelle de minorités radicalisées », bref, de « brebis galeuses » qui constitueraient des exceptions à la règle dans une profession au-dessus de tout soupçon. « C'est le produit d'un système de techniques expérimentées, légitimées et soutenues par des protocoles rationalisés ». De fait, « la police des cités fonctionne

comme une application technique de la férocité des classes dominantes sur le corps des pauvres ». On ne s'étonnera pas, dès lors, qu'encouragée d'« en haut », elle fasse parfois des émules parmi les gens d'« en bas » dans le reste de la population.

C'est précisément à la violence policière et/ou raciste prenant pour cible les jeunes issus de l'immigration africaine accusés de semer la perturbation dans les zones de relégation où leurs familles sont parquées, que traite Mognisse H. Abdalla. Pour ce faire, il a puisé la plupart de ses informations et commentaires dans les archives politiques ou culturelles des protagonistes des luttes menées depuis les années 70 contre la répression (journaux de la presse alternative, émissions de radios libres, sites internet, films, affiches, tracts, chansons…). Ce qui ressort de cet ouvrage, tout d'abord, c'est que les crimes racistes ou/et sécuritaires ne peuvent plus être assimilés à une accumulation de « bavures » quand ils sont le fait de policiers, ou de « faits divers » quand ils sont commis par des « tonton flingueurs » non assermentés (vigiles, gardiens d'immeubles, commerçants, « simples citoyens »…). Ils participent d'un climat idéologique où une discrimination institutionnelle non assumée comme telle s'alimente d'une mentalité « postcoloniale » dont le corps social en France reste assez fortement imprégné, le tout alimenté par l'emprise de l'idéologue sécuritaire et encouragé par l'ambiance délétère créée par la « guerre au terrorisme ». Un second phénomène, complémentaire du premier, que le livre met en évidence, est le contraste entre l'indulgence, voire l'impunité quand les « forces de l'ordre » sont impliquées, dont bénéficient en général

les auteurs de ces crimes, et la sévérité des peines infligées aux jeunes gens coupables d'infractions mineures ou même de simples « outrages et rébellion » lorsqu'ils se rebiffent contre les provocations et le harcèlement policiers. Ce qui a pour effet d'entretenir parmi les nouvelles générations mais aussi beaucoup leurs parents une profonde et permanente impression d'injustice sans laquelle les « émeutes » qui défraient la chronique des « banlieues » françaises depuis plusieurs décennies resteraient largement inexplicables. On découvrira ainsi dans ce livre un vocable, la hagra, rarement mentionné dans la littérature sociologique consacrée aux « quartiers difficiles », de même que le sentiment qu'il définit chez leurs jeunes habitants. Soit un ressenti « de mépris, d'humiliation, d'abus de pouvoir et d'injustice » dû aux discriminations sociales et racistes, à l'origine de l'agressivité de nombre d'entre eux à l'égard des figures de l'ordre, notamment des policiers, mais parfois aussi « point de départ d'une prise de conscience individuelle ou collective spécifique », voire « de mobilisations plus ou moins durables » contribuant même parfois à politiser la révolte.

L'auteur, en effet, ne se limite pas à la dénonciation. La perspective où il se place est de « creuser des pistes pour constituer des rapports de forces plus favorables dans les combats à venir ». Lesquels ne peuvent se concentrer exclusivement sur la relation à la police et à la justice. La « solidarité » manifestée envers les familles des victimes par les amis et les voisins n'est d'ailleurs pas toujours que défensive. Les mobilisations auxquelles elle donne lieu renforcent un sentiment d'appartenance qui s'ancre durablement dans la vie des quartiers et peut constituer le terreau pour d'autres revendications portant sur les conditions de vie souvent désastreuses des résidents, en particulier le logement. Les résistances et les ripostes que suscite la répression peuvent et même doivent, selon l'auteur, s'inscrire dans un mouvement plus large prenant pour champ d'action la défense de l'ensemble des habitants des quartiers populaires en mettant l'accent sur la stigmatisation dont ils font l'objet. Avec toutes les ambiguïtés idéologiques, organisationnelles et stratégiques qui découlent de cet élargissement, en particulier quand il s'agit pour les collectifs issus des cités de nouer des alliances fiables avec d'autres forces sociales, politiques, syndicales ou associatives. D'où le caractère souvent autocritique du bilan

dressé dans cette chronique des luttes.

Loin de tout triomphalisme, en effet, M. H. Abdallah n'hésite pas ainsi à pointer « les apparitions médiatiques spectaculaires mais éphémères », le « travail d'agitation politique sans suite », « les analyses générales surdéterminées par une dénonciation incantatoire sans s'attarder aux réalités complexes et aux singularités de chaque situation ». À commencer par l'antiracisme consensuel des « années black-blanc-beur », téléguidé par quelques professionnels de la manipulation membres ou proches du Parti Socialiste à des fins électorales et de diversion. Dans la période qui suivit, au tournant des années 90 alors qu'un nouveau cycle d'émeutes se déclenchait, nombre de militants décrochaient pour « s'évaporer dans de nouvelles activités professionnelles ou s'institutionnaliser, passant au politique ou au travail social dans des cadres institués ». Avec le risque de récupération et de neutralisation de la révolte : les municipalités se mirent alors à embaucher les « agitateurs » ou les « meneurs » les plus en vue, qualifiés de « leaders naturels », comme animateurs, moniteurs et autres médiateurs pour calmer le jeu dans les cités, sans qu'aucun problème de fond ne soit résolu. À partir de cas précis, l'auteur met également en évidence un autre risque, le substitutisme : les responsables des collectifs d'aide aux familles des victimes tendent souvent à parler devant les avocats, les magistrats, les élus locaux ou les journalistes, au nom et à la place des parents endeuillés par le meurtre de leurs enfants, alors que l'expérience prouve souvent que beaucoup, notamment les mères, sont parfaitement capables de prendre en mains l'expression de leurs doléances face aux autorités.

Paradoxalement, en apparence, les révoltes de novembre 2005 et l'instauration de l'état d'urgence pour les mater n'ont pas entraîné une radicalisation des luttes contre la répression. Au contraire, note M. H. Abdallah, les médiateurs des quartiers et les associations « citoyennes » ont pris la relève des militants et des comités de lutte pour appeler à l'apaisement et au dialogue, discours pacificateur répercuté par les travailleurs sociaux et les élus locaux. Ce qui n'a pas empêché par la suite, et jusqu'à aujourd'hui, la liste des victimes de continuer à s'allonger. Certes, les affrontements avec les forces de l'ordre, de plus en plus suréquipées voire militarisées, ne se soldent

pas toujours par des morts, mais ils occasionnent un nombre croissant de blessés voire de mutilés, notamment par tirs de flash-balls ou lancers de grenades de désencerclement, encore que les contrôles d'identités, qui se sont multipliés, peuvent s'avérer mortels du fait des techniques d'interpellation « musclées » qui tendent à se répandre pour neutraliser les récalcitrants (clefs d'étranglements, « pliages »). À cet égard, le néologisme d'« enférocement » proposé par Mathieu Rigouste à propos du durcissement de la répression peut paraître inélégant, mais il l'est beaucoup moins que les méthodes de plus en plus brutales mises en œuvre lors des interventions policières pour en finir avec les révoltes.

On se s'étonnera pas, dès lors, que les deux ouvrages se terminent sur une note à la fois pessimiste et combative. Lucide, Mognisse H. Abdallah ne peut que prendre acte de l'« isolement » et du « morcellement des mobilisations actuelles », tiraillées de surcroît entre une « critique radicale — ou prétendue telle — des institutions police/justice » et un « pragmatisme éclectique aux repères brouillés ». Faisant écho aux populations des quartiers populaires aspirant à « sortir de la logique de guerre intérieure », il finit par se demander si, « à force de combats inachevés et de désillusions », ces aspirations sont bien « réalistes ». D'autant qu'il n'ignore pas qu'une partie des habitants « issus de l'immigration », qui « vivent l'insécurité sociale au quotidien », ne reste pas sourde aux sirènes sécuritaires, au point pour certains de demander l'intervention de l'armée pour ramener l'ordre dans les « quartiers », ou, pour leurs rejetons, de rejoindre la cohorte des vigiles, un métier en pleine expansion, ou d'intégrer les rangs de la police. Certes, Mogniss H. Abdallah n'a pas pour autant désarmé. Son livre n'a t-il pas été rédigé avec l'intention d'« aller “ au-delà des pleurs ” pour passer à la contre-offensive » ?

Mathieu Rigouste, quant à lui, va plus loin, comme on l'a vu. Plus radicale, au sens marxien du terme, sa critique va « à la racine » du nouvel ordre local, soulignant en guise de conclusion ce que les chapitres précédents ont démontré : l'existence d'« un rapport direct entre le développement du capitalisme, l'extension des inégalités et le taux d'élimination policière des damnés de l'intérieur ». En réalité, les « forces de l'ordre » sont à l'image de l'ordre quelles ont

pour fonction de défendre. Revenu à sa sauvagerie des débuts, le capitalisme, dans sa phase néo-libérale, ne recule devant aucun moyen pour assurer la reproduction des rapports de domination de classe et de race, mettant simplement à profit les avancées de la science et de la technique, y compris en matière de manipulation de l'« opinion publique », pour donner à la barbarie qui lui est inhérente une allure plus civilisée, c'est-à-dire plus sophistiquée. Rien ne sert donc, selon M. Rigouste, de fustiger ce caractère de plus en plus violent de la domination policière en ce début de siècle, sans « rompre avec les structures économiques, sociales et politiques qui produisent tous les rapports de domination ».

Jean-Pierre Garnier

Notes

1 - Mathieux Rigouste, *L'ennemi intérieur*

L'usager sans usage

L'usager sans usage, le visé sans visage. L'Empire du néant, qui n'en est pas à un cynisme près, ne pouvait manquer de nommer *les usagers* ceux qu'il a si parfaitement dépossédés de tout usage, aussi sûrement qu'à force de les dévisager biométriquement il ne pouvait manquer de leur ôter tout visage[1].

Mésusage mes usures aurions-nous pu chanter si n'était qu'aucune scène ou presque à nos yeux ne puisse nous mériter.

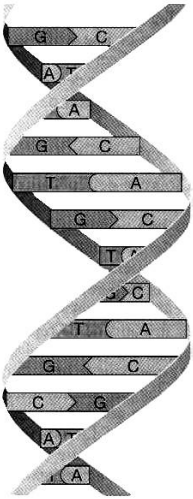
L'usager sans usage est le prolétaire à son dernier point d'achèvement, dont l'omniprésence au sein de toutes les classes sociales parvient mal à dissimuler la misère extrême : ce néant existentiel absolu auquel aucune monnaie ne peut contrevenir, tant même elle y est partie prenante. Pour en arriver là, on a d'abord trouvé bon de déposséder les Hommes de leurs savoirs-faire – plus ou moins ancestraux -, en les assujettissant à des tâches répétitives qui n'en nécessitaient aucun, ensuite on est allé jusqu'à retirer aux entrepreneurs la propriété des industries aliénantes qu'ils avaient fondées, en les offrant à peu de frais aux divers spéculateurs qui gesticulent frénétiquement tels des psychopompes surfant sur des flux financiers, avant enfin de reléguer au loin jusqu'au décor de nos « vies », dont le cadavre est communément qualifié d'*environnement*. *L'usager sans usage*, donc, est le produit de ce processus historique né du capitalisme et de son industrie, et qui se découvre en quelque sorte « accompli » à présent dans la technologie – laquelle s'avère être, avec la prison, le parangon de notre environnement actuel[2].

L'usure à l'usage nous use en tant que dispositif qui nous dispose – et nous dépose – à ne disposer de rien, sinon à l'usité néant actuel dont elle est la garantie féroce.

La technologie et l'urbanisme séparé/séparant sont les principaux dispositifs employés par l'Empire pour nous assujettir à l'impuissance. Ils ne sont pas tant une superstructure totale qu'une

hégémonie pleine d'intentions totalitaires, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas seulement le résultat plus ou moins visible d'une idéologie spécifique et déterminée - dont l'abstraction serait peut-être assez aisément « surmontable »[3] -, mais un processus dont le mouvement toujours plus rapide permet d'incorporer à l'Empire les oppositions de « basse intensité »[4]. Si ce mouvement a malgré tout quelque chose de totalisant, c'est donc essentiellement en tant que procédure d'incorporation au néant, autrement dit à une misère existentielle telle qu'elle doive s'avouer elle-même à la fin sans usage possible. Qu'un tel mouvement et son accélération constante soient absolument nécessaire à la domination et à son maintien, les évolutions toujours plus rapides et intraitables de la magie noire urbaine et technologique suffiraient à le montrer ; ce qui ne peut cependant se comprendre ici qu'à cette condition de bien voir à quel point aujourd'hui ce mouvement et cette domination se confondent presque entièrement.

L'usager sans usage est condamné à échanger ses performances au profit du marché impérial, en sorte qu'il doit d'ores et déjà pour survivre admettre de « s'augmenter » sans cesse, et ce jusqu'à renoncer à la puissance de sa « nature » humaine[5], entre autres en la réduisant à l'abstraction torsadée d'un chapelet cybernético-numérique : 0100111100010010000011101011100110000011010 0...



Les performances ainsi exigées par l'Empire n'ont rien de savoirs-faire quelconques, mais tout d'une adaptation physiologique et mentale aux dispositifs qui structure ce dernier. Or l'adaptation a toujours été l'apanage de l'esclave, dont *l'usager sans usage* est dès maintenant comme le dernier avatar. Là où la « machine » lui fait face, il se fait à son tour presque machinalement machine : ultime aliénation.

Le dispositif dispose de « l'usager », par quoi il faut entendre qu'il en use et l'use au point de lui retirer jusqu'à la moindre possibilité d'user à son tour de quoi que ce soit, et tout particulièrement du dispositif lui-même.

Nous l'avons dit, l'urbanisme et la technologie sont probablement les deux dispositifs de la dépossession aujourd'hui les plus visibles, et tendent à devenir, en s'associant (design, techno-architecture, biométrie, domotique, ville intelligente, etc), les plus opérants. Une telle union a fini, en effet, par mettre en œuvre toute une architectonique policière dont les applications quotidiennes sont à la fois aliénantes et parfaitement discriminantes, ne serait-ce qu'en raison de leur complexité essentielle[6]. C'est d'ailleurs en partie au moins cette complexité qui a permis à l'architectonique susnommée de s'autonomiser, presque intégralement, et en quelque sorte à l'égal d'une religion ; si par *religion* nous entendons ce dispositif de « sacralisation » qui relègue au loin l'existence et un grand nombre de ses « besoins ». En s'affranchissant, donc, des exigences comme des passions humaines, l'urbanisme et la technologie, entre autres, ont obtenu de ne plus s'ériger et s'articuler que pour eux-mêmes, ce qui ne signifie pas, évidemment, que nous ne trouvions plus aucun être humain derrière les décisions qui sont prises concernant la gestion de nos existences – la bourgeoisie continue bel et bien de sévir, mais seulement à l'ombre des experts et des spécialistes, iceux ne parviennent plus guère à « penser » autrement qu'à l'aune des dispositifs impériaux et des « discours » qu'ils tiennent sur eux-mêmes. L'économiste, par exemple, ne bâtit plus des perspectives qu'au regard des résultats boursiers qui lui sont signalés par d'incommensurables flux électroniques[7], dont le moins que nous puissions dire est qu'ils sont bien loin de pouvoir se préoccuper de la

qualité poétique du vivant. En bref, là où les dispositifs impériaux assoient leur « religion », la poésie s'éloigne et corollairement tout usage efficient du réel.

L'usager sans usage est l'Homme dépossédé à un tel degré d'atomisation[8] qu'il devient sans qualité ; mais non encore absolument : du résiduel subsiste.

L'hégémonie des dispositifs - leur autonomisation -, si elle nous a bientôt retiré la plus grande part de notre autonomie propre, n'est toujours pas parvenue à nous annihiler pleinement[9]. Quoiqu'elle soit d'une ampleur inconnue jusqu'alors, quelque chose persiste assez souvent en nous, au fond de nous, qui parfois nous invite à lui résister. Ce résiduel, ce reliquat de réel suspendu à nos lèvres, arrimé à notre être, ne demande en effet qu'à se manifester contre tout ce qui vise à l'entraver sans cesse, mais malheureusement d'ores et déjà la plupart du temps sans trop savoir comment ; d'abord parce que nous risquons à tout moment de voir ce résidu incorporé au système impérial, ensuite et surtout parce qu'il est devenu fort malaisé, pour des générations nées et éduquées dans et par cette hégémonie à la contexture implexe[10], d'invoquer un résidu qui, bien qu'en présence, est d'ordinaire profondément enfoui et d'un usage oublié.

Comme nous l'avons brièvement évoqué plus haut, si à l'instar de Raymond Williams nous préférons parler ici d'hégémonie plutôt que de superstructure ou de système, c'est pour marquer plus clairement combien la capacité de l'Empire est grande à incorporer en son sein, parfois en les renversant, les alternatives et oppositions « faibles » qui se présentent à lui, mais aussi, pour aller un peu plus loin, pour souligner à quel point l'Empire est intégré, autrement dit à quel point ses dispositifs ont submergé nos consciences, et par là rendu difficile tout retour manifeste ne serait-ce même que du seul résiduel en nous. Du moins faut-il remarquer qu'un tel retour émerge plus souvent sous forme de névroses qu'en tant qu'efficience insurrectionnelle. Mais c'est justement que l'anamnèse[11], en s'en tenant à la seule recognition, manque encore l'immanence de son objet, ne suffit pas à renouer pleinement avec lui, c'est-à-dire avec son réel manifesté. Or la conscience d'un réel, si éminente soit-elle, se voue nécessairement à la névrose dès lors qu'elle n'en découvre pas la manifestation, et

par conséquent la possibilité d'en user[12]. Il s'agirait donc, pour bien faire, d'exhumer une « anamnèse » qui n'aurait pas à renoncer à « l'immanence » de son objet, et que faute de mieux nous appellerons *anamnence*.

L'usager sans usage finit trop souvent par fuir le réel avec lequel il avait pourtant parfois commencé de renouer, parce que les modalités anamnésiques par lesquelles sa conscience avait atteint ce premier renouement ne lui ont généralement pas offert d'en découvrir l'immanence, et n'ont pu dès lors qu'amorcer en lui un nouveau conflit intérieur, lequel conflit n'aura pas été soluble ailleurs que dans la fuite.

L'anamnence[13] – sur laquelle ici nous nous contenterons de balbutier – a donc pour objet primordial de redonner lieu au réel, et à son usage, dont l'efficience « guerrière » contre la réalité s'avère être à cette heure l'un des éléments constitutifs premiers, avec le plaisir et la joie qui lui sont propres. Elle est ce mouvement par lequel notre « ici et maintenant » entre en résonance avec le passé, s'en écœure, l'embrasse, en adopte les corruptions vitales, s'en affecte, et par là même acquiert la puissance qui lui offre de ne plus avoir à renoncer à la poésie : rapport existentiel au temps où l'instant est une épiphanie[14] de l'Histoire qui vise à nous rendre à l'harmonique de son usage.

L'usager sans usage, en ceci au moins qu'il est cet « être » arrimé au dernier point toujours déjà inexistant d'une droite ligne historique sans existence, est aussi sans histoire. En quoi ne serait-ce que survivre exige de lui une mobilisation telle que la vie lui échappe « à toute heure », et presque absolument. C'est d'ailleurs à l'aune malheureuse de cet impératif auto-mobilisationnel qu'un tel *usager* peut se déclarer « pris en otage » à chaque moment que sa course folle est freinée - par exemple à cause d'une grève, mais de toutes façons à cause de la moindre défaillance de la célérité hégémonique

des flux consubstantiels à l'Empire. Autrement dit, parce qu'il est embarqué comme il l'est sur la ligne irréelle du « progrès », *l'usager sans usage* ne peut plus guère manquer d'accroire qu'une démobilisation, quelle qu'elle soit, brève ou non, menace même jusqu'à sa survie[15]. Or nous savons, par anamnence, combien précisément cette survie là n'est que la persistance d'une vie réduite à néant, combien le réel de cette survie là a tout d'une constante annihilation des puissances de vie, et au surplus combien le faux, la réalité, nomme assez souvent *vie* cette *survie* que le réel veut que nous appelions *mort* ou *néant*.

L'anamnence est à « l'être » de *l'usager sans usage* ce qu'une émeute est à l'Empire : une décharge de *réel* qui à nouveau laisse entrevoir la possibilité pour nous *d'y* refluer pleinement[16].

Une première métamorphose anthropologique avait fait de nous de simples *consommateurs*, c'est-à-dire des êtres à l'humanité tronquée, appelés à ne plus user du « monde » qu'en le marchandant. Une seconde métamorphose anthropologique a fait de nous des *usagers sans usage*, c'est-à-dire des *étant-marchandises* employables à merci, à l'humanité fanée à nu *usque nihilum* par la réalité séparée qui en use à son profit. La bio-politico-technologie, et son concept mystique d'*humanité augmentée*, a dès à présent pour objet principal de parachever l'anéantissement de nos « âmes », en éradiquant les derniers reliquats qui subsistent en nous de la puissance poétique dont nous sommes faits : *trois puces RFID aux culs* x *quelques unes greffées à la hâte à nos caberlots + techno-cité = cyborgs embarqués à flux et exsangues dans le plein vide mégalopolitique des métastases communicationnelles, clone-esclaves agencés sans esprit selon les convenances de la magie noire impériale*.

Le pseudo-temps joue toujours contre nous, mais rien n'est jamais joué d'avance ; et l'anamnence peut de nouveau offrir au résiduel en nous de saillir au monde afin d'en écœurer de réel l'inepte réalité en trop. Encore faudra-t-il parvenir à jouer sans se laisser prendre au jeu de lois qu'on nous impose – ainsi soit-il !

Léolo

Notes

1 – C'est pourquoi, entre autres, ceux qui cherchent à renouer avec une authentique poésie de l'existence ne manquent plus qu'assez rarement d'aller à l'émeute masqués, cagoulés, voire voilés : cacher nos visages à la biométrie vise à lui retirer les moyens de nous en déposséder ; et nous nous envisageons mieux en effet à présent derrière l'usage que nous savons faire de ces cache-nez « carnavalesques ».

2 – Précisons toutefois ceci que « l'environnement » ne peut qu'être « actuel », et qu'en associant ces deux termes nous souhaitions seulement rester le plus clair possible, en nous appuyant sur un pléonasme. « L'environnement », en tant que décor qui échappe à ceux-là mêmes qui l'ont érigé, si il est né avec les premiers bégaiements de l'industrialisation, n'a guère pu obtenir en effet de se développer pleinement avant les années 1960 et l'extrême marchandisation qui les accompagne – la fin du monde paysan n'est pas non plus pour rien dans cette affaire, mais tel n'est pas notre objet ici.

3 – « *Car si l'idéologie n'était qu'un ensemble de notions abstraites imposées, si nos idées, nos présupposés et nos habitudes politiques et culturels n'étaient que le résultat d'une manipulation spécifique, d'une sorte de conditionnement manifeste qui pourrait être simplement interrompu ou annulé, la société serait bien plus facile à changer qu'elle ne l'est et qu'elle ne l'a jamais été en pratiqu*e ». Raymond Williams, *Culture et Matérialisme*, éd. Les Prairies Ordinaires.

4 – L'hégémonie offre à la domination de souscrire, par exemple, à la présence en France d'un Front de gauche ou d'un Front national, lesquels n'ont pas plus que quiconque jusqu'ici l'usage de quoi que ce soit, mais sont employés par l'Empire à divers degrés du maintien de l'ordre.

5 – Ceux qui refusent – comme ceux qui sont dans l'impossibilité - de se soumettre à cette « robotisation » du vivant n'en sont pas moins contraints de perdre leur humanité, mais sous des formes plus « classiques » : la faim, la maladie, la guerre militarisée, ou encore la prison et la torture, et finalement donc la mort physique pure et simple à brève échéance.

6 – Qui peut prétendre avoir une pleine maîtrise, par exemple, de son ordinateur, quand même ceux qui en fabriquent les divers composants s'avèrent la plupart du temps incapables d'en comprendre le fonctionnement.

7 – Un autre exemple significatif a tout d'une certaine ironie de l'Histoire : si l'ordinateur est une technologie née, entre autres, de quelques équations construites par des mathématiciens, ces mêmes mathématiciens se voient à présent contraints de ne plus envisager le réel qu'à partir des résultats fournis par les calculs des ordinateurs. Or il ne peut s'agir là que de résultats binaires, qui ne conçoivent le réel qu'en le désaffectant au profit d'une réalité virtuelle toujours plus trompeuse, à laquelle on devra dès lors sans cesse adapter le « réel » en le modifiant jusqu'à la lie pour ne pas avoir à désavouer les résultats susdits.

8 – Humour noir : le nucléaire a tant dépossédé les hommes de la maîtrise de l'énergie qu'ils se sont sitôt atomisés.

9 - Sans quoi d'ailleurs rien ne s'écrirait ni ne se ferait plus contre elle, et nous savons qu'il n'en est rien.

10 – Par « contexture implexe », nous voulons dire une contexture dont la complexité est rendue d'autant plus difficile à surmonter qu'elle est pleine d'injonctions paradoxales, telles que

« sois libre ! », ou encore « ne m'obéis pas ! ». Ce type d'injonction est une partie du dispositif que constitue la novlangue impériale.

11 – Ici entendue comme ce mouvement de la mémoire qui « réaffecte » à la conscience un reliquat de réel auparavant enfoui, ou refoulé.

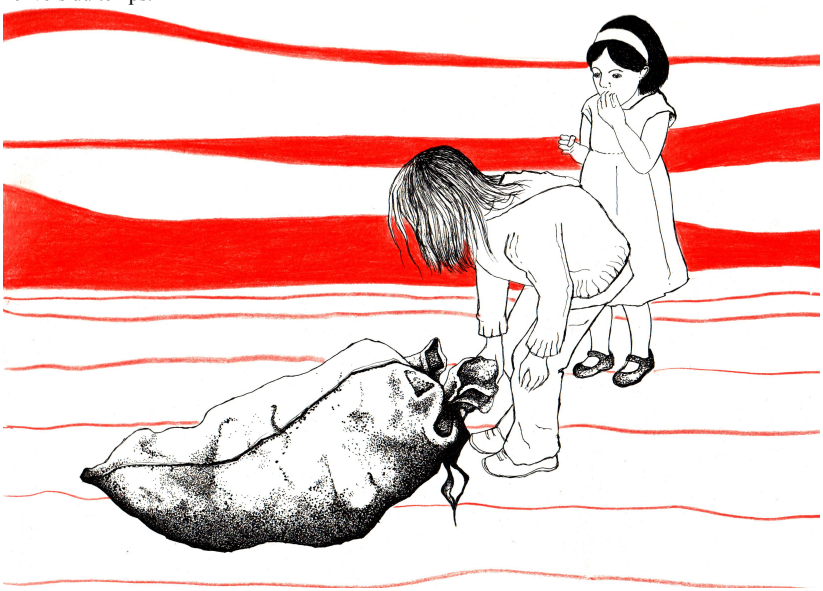
12 – User du réel ne signifie pas en tirer parti pour répondre à un besoin, mais, bien plus sûrement ici, renouer avec le plaisir qui lui est propre en sa manifestation et si besoin est en tirer parti. Il n'y aurait pas lieu autrement de distinguer la valeur d'usage de la valeur d'échange, puisqu'elle ne serait plus que sa justification, par équivalence. Autrement dit, c'est en tant que la poésie du réel est première qu'il nous offre d'user sans l'user du plaisir qui lui est propre, en le partageant ; quiconque songerait toujours d'abord à en tirer un tout autre parti devra toujours aussi s'inventer de faux besoins, d'usantes fausses nécessités.

13 – Le concept d'anamnence nous apparaît comme une division de celui d'écœurement, l'un de ses aspects spécifiques. Nous pourrions, plus largement en quelque sorte, envisager l'anamnencie en tant qu'étant une branche particulière de l'écœurement au sens fort.

14 – *Épiphanie* ici entendue dans son sens figuré, en tant que « manifestation d'un réel qui jusque là s'était avéré caché ».

15 – La réalité s'arrange d'ailleurs parfois pour ne pas lui donner tort, par exemple en l'envoyant au chômage parce qu'il aura été à plusieurs reprises en retard au travail à cause d'une grève à la SNCF ; l'Empire ne transige qu'assez rarement lui-même avec ses esclaves.

16 – Le réel du temps n'étant pas linéaire, le reflux, ici, ne peut être entendu comme un retour-en-arrière, vers un quelconque passé plus ou moins lointain. Il s'agit bien plutôt de le considérer en tant que renversement des flux mobilisateurs dont l'Empire est plein, iceux flux sont une mise à l'envers du temps.



De la présence-absente et de la tyrannie des dispositifs

Le texte ci-dessous n'est que le très bref « synopsis » d'un essai d'une dizaine de pages que nous sommes en train de traduire de l'anglais vers le français, et que nous publierons ultérieurement sous la forme d'une brochure. L'auteur vit aux États-Unis, et nous a fait parvenir ce qui suit à notre demande. Si ce court résumé ne rend donc pas pleinement compte, il y a loin, des multiples qualités dont le « document » considéré dans son ensemble est plein, il nous a toutefois semblé intéressant, étant données les interrogations et propositions qui d'ores et déjà malgré tout s'y présentent, de conclure ainsi ce numéro un peu particulier de *l'écœurement*.

Il nous faut examiner les effets sociaux pernicieux du dispositif-internet mobile/téléphone *internetisé* - ce qui me semble être indubitablement une épidémie aux proportions incroyables, dont la vitesse d'apparition n'aura eu d'égal que la fermeté bientôt là de son enracinement - et comment il a produit une présence-absente sociale, et une tyrannie des dispositifs de communication.

Tout le monde à présent connaît ces dispositifs mobiles ; ils sont partout - construits dans un pays par des gens surexploités, avec des matériaux extraits des mines d'un autre pays, et enfin des utilisateurs (des utilisés) qui les emploient dans un autre pays encore. C'est de l'aliénation élevée au cube. Le monde est à cyber-paver pour en faire une « super-autoroute de l'information », où nous sommes rendus impuissants, à disposition, échangeables - et où donc nous bavardons en silence, presque catatoniques, en tapant sur des écrans. :

il s'agit presque d'ores et déjà d'une *dystopie* cybernétique.

Dès le plus jeune age, nous sommes manipulés par un marketing totalitaire inouï, qui réduit jour après jour notre faculté à penser de façon critique : le style, les marques, nous renvoient sous le joug inquisitorial d'une néo-religion communicationiste, autrement dit à une keufisation totale des citoyens où chacun avec son caméra-

phone pourra toujours capter tout et n'importe quoi. Nous avons mille amis sur facebook, et nous ne disons rien à notre voisin. Toutes les 6 minutes 50 secondes en moyenne, en tant qu'utilisateurs de téléphones mobiles, nous les regardons ; ce qui montre à quel point, somme toute, nous ne sommes plus là. Trop étendus socialement, émotionnellement, politiquement, nous sommes toujours bientôt ailleurs.

Pour contrebalancer tout ça, nous avons plus que jamais besoin maintenant de la communication directe, humaine, et physique ; et nous n'avons plus que la virtualité d'un facebook. Plus que jamais nous avons besoin de communiquer avec la présence de nos corps et de nos voix, et nous n'avons guère plus que des mobiles sur lesquels nous nous envoyons des textos. Il nous faut donc immédiatement de la parole authentique, de l'auto-organisation, de l'autonomie organisée, et nous n'avons pour l'heure que la surveillance « policière », le contournement linguistique, et cette obsession propagée par le déploiement massif des dispositifs mobiles qui ne cesse de nous éloigner de notre aptitude à en « jouer ».

Je suggère donc une expérience aux utilisateurs habituels de ce genre de dispositifs : laissez vos mobiles chez vous au moins une fois par semaine, toute la journée, et parlez avec vos semblables. Soyez attentifs, présents, et peut-être alors trouverez-vous d'autres personnes pour vous organiser et lutter, ensemble, contre ce monde aliénant...

Jordan

Panthéon écœuré

Images & illustrations

01 – Couverture : ***Chienne de ville (Venise)***, Léolo

02 – Page 5 : ***Carte de France****, SNCF*

03 – Page 6 : ***Le colosse de Mégalopolis***, Léolo

04 – Page 12 : ***Ombres portées des tours Jean Nouvel (Paris)***

05 – Page 16 : ***Portulan de Juan de la Cosa*** (An 1500)

06 – Page 19 : ***La vierge de Biarritz en défense de zone***

06 – Page 20 : ***Ébauche d'un totem pour la ZAD***, (NDDL), Léolo

07 – Page 30 : ***BdB n°106***, (Carte postale), Léolo

08 – Page 36 : ***Camp pour sans-papiers (Vincennes)***

09 – Page 40 : ***Sans-titre***, Florence M.

10 – Page 42 : 1 – ***Molécule d'ADN*** / 2 – ***Puce RFID*** / 3 – ***Tour pivotante à Dubaï***

11 – Page 45 : ***Cathy Lee Priest & co***

12 – Page 48 : ***Le Sac***, Florence M.

12 – Page 49 : ***Cité nouvelle***

12 – Page 50 : ***Disney Research, ou la magie noire à l'œuvre***

13 _ Page 51 : ***Panthéon écœuré*** **(Henri Lefebvre)**, Léolo

Publiée par ses « auteurs », cette revue est un don, ce qui aussi bien signifie qu'elle n'est pas gratuite. A prix libre, elle est reproductible à l'envie par quiconque le souhaiterait, partiellement ou toute entière, même sans indication d'origine. Bien entendu, étant donné son objet sa position et ses perspectives, l'argent qui pourrait être récolté lors de sa diffusion n'aura jamais pour but de rémunérer ses « auteurs », sinon pour les défrayer. On l'aura donc aisément compris, cet argent servira essentiellement à permettre la publication des numéros suivants, et la réédition si nécessaire des numéros déjà existants. Merci d'avance donc à tous les généreux donateurs en retour qui nous offriront de poursuivre cette vague aventure.

Les numéros 01, 02 et 03 de la revue sont consultables, enregistrables et imprimables en PDF sur le site du Comité Stéphanois, rubrique Nos Positions.

Il y avait sous cette touffe de sauge un crapaud d'une grosseur merveilleuse, et l'on s'avisa que sous l'effet de son haleine vénénifère la sauge était devenue vénéneuse.

Boccace - *Le Décaméron*

contact : revuecoeurement@gmail.com